

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1718

**Artikel:** Les subventions agricoles qui échappent aux paysans  
**Autor:** Tille, Albert  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024212>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les subventions agricoles qui échappent aux paysans

Albert Tille

Quelque 20% des subventions agricoles ne vont pas aux paysans et se dirigent dans les caisses des intermédiaires. Ces chiffres viennent d'être publiés par le groupe de travail interprofessionnel «Avenir de l'agriculture suisse». L'Office fédéral de l'agriculture confirme, mais nuance. Le secteur en aval de l'agriculture ne conserverait que 10% des sommes que Berne débourse pour soutenir l'agriculture. De quoi indigner les paysans ? Pas vraiment. Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, défend le système. Ces réactions, a priori surprenantes, sont étroitement liées à la réforme «Agriculture 2011» en examen devant le parlement.

Au centre de la controverse: l'équilibre entre paiements directs et soutien au marché. Pour se conformer aux exigences internationales, le Conseil fédéral propose d'augmenter les paiements non liés à la production et de diminuer drastiquement les subsides pour abaisser le prix des produits. Les agriculteurs ne sont pas d'accord. Ils ne refusent pas les paiements directs qui représentent déjà plus de deux tiers de l'aide fédérale. Mais ils préfèrent tirer leurs revenus de la vente de leurs produits. Ils ont gagné une première manche devant le Conseil des Etats qui, en décembre, a rétabli une bonne partie des soutiens au marché. Ils espèrent que le Conseil national fera de même.

Les paiements directs, comme leur nom l'indique, sont versés directement aux agriculteurs. Ils ne vont pas dans la caisse des intermédiaires. Il en va autrement des mesures de soutien au marché. La Confédération verse des subsides pour transformer les déchets carnés en farine ou en combustible. Les fabricants de chocolat ou de biscuits qui exportent leurs produits touchent des indemnités parce que les matières premières suisses sont plus chères. L'Office fédéral de l'agriculture estime qu'environ la moitié des multiples formes d'aide au marché va aux transformateurs. La controverse sur les destinataires des subsides donne donc des arguments au gouvernement. En réduisant cette forme d'intervention publique, les montants qui vont aux industriels diminueront d'autant. En revanche la polémique tombe mal pour les agriculteurs. Si une bonne partie des subsides pour l'écoulement des produits reste aux intermédiaires, les paysans en profitent indirectement en produisant plus. Et ce n'est pas le moment de critiquer la forme d'aide même qu'ils s'efforcent de défendre devant le parlement.